

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PLÉNIÈRE

SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION, 11E, 12E & 13E SÉANCES PLÉNIÈRES - MATIN,
APRÈS-MIDI & SOIR

Le Président colombien annonce officiellement devant l'Assemblée générale la fin de la guerre dans son pays

« Il y a aujourd'hui une guerre de moins sur cette planète, et c'est la guerre en Colombie », a lancé, aujourd'hui, le Président colombien, M. Juan Manuel Santos Calderón, devant l'Assemblée générale, au deuxième jour de son débat général annuel, au cours duquel se sont exprimés 38 dignitaires, dont 21 chefs d'État.

En ce 21 septembre, Journée internationale de la paix, M. Santos a dit être venu pour annoncer « de toute la force de sa voix et de son cœur » qu'après plus d'un demi-siècle de conflit armé interne et 220 000 morts, « la guerre en Colombie est terminée ». Avec la fin du plus ancien et du dernier conflit du continent américain, celui-ci, « avec toutes ses îles, de la Patagonie à l'Alaska, est désormais une zone de paix », a ajouté le Président sous les applaudissements de l'Assemblée générale.

Le Chef de l'État colombien a également évoqué les avantages que la fin du conflit allait apporter à son pays, y compris la libération de ressources qui pourront être consacrées à l'éducation ou à la santé, dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable.

Adoptés il y a un an dans le cadre du Programme de développement à l'horizon 2030, les objectifs de développement durable ont été évoqués aujourd'hui par les dirigeants de pays aussi divers que la Chine, la Finlande, la République dominicaine ou le Kenya.

Le Président de la Namibie, M. Hage Geingob, a ainsi rappelé que l'un des principaux objectifs de la présente session devrait être de donner un élan au Programme, pour reprendre l'intitulé du thème de ce débat général « une nouvelle impulsion pour transformer notre monde », ce qui exigera de la cohésion et une complémentarité des efforts menés à tous les niveaux.

« Le développement ne sera pas durable s'il est mu par l'inégalité et par une pollution et une consommation considérables qui amenuisent les ressources de la planète », a averti le Premier Ministre du Conseil d'État de la Chine, M. Li Keqiang. Quant au Président Evo Morales de Bolivie, il a prôné un nouveau modèle de société, sans lequel les objectifs de développement durable seront « remplacés par des objectifs de mort durable de tous les êtres vivants de la Terre mère ».

Les objectifs de développement durable témoignent en tout cas de la conscience que la communauté internationale a de la nécessité de changements à grande échelle et des mesures concrètes à prendre, a estimé la Présidente du Chili, qui s'est inquiétée d'un « schisme croissant entre les représentants et les représentés ».

Pour Mme Michelle Bachelet, ce « malaise citoyen » est l'expression d'une désillusion face à des institutions politiques qui semblent incapables de les représenter et à des promesses de développement qui semblent encore très lointaines, alors que la croissance économique mondiale ralentit et que les dynamiques à long terme qui ont causé la crise d'il y a quelques années n'ont été que superficiellement retouchées.

Tout en partageant ce point de vue, Mme Aung San Suu Kyi a, au nom du Myanmar, également mis en cause l'absence de sens et d'objectifs dans la vie, notamment pour les jeunes susceptibles d'être attirés par des idéologies qui offrent des certitudes. Elle y a vu certaines des causes profondes de l'extrémisme violent, qui engendre lui-même le terrorisme.

C'est aussi aux causes profondes des déplacements massifs de populations qu'il faut s'attaquer, ont rappelé plusieurs intervenants, qui se sont opposés à toute politique de repli. Face à ceux qui dénonçaient les murs construits pour bloquer les mouvements de réfugiés, notamment en Europe, le Président du Conseil européen de l'Union européenne, M. Donald Tusk, a assuré que l'Union « défendrait toujours un monde libre et ouvert, régi par l'état de droit ».

Face à la crise des réfugiés, l'Union européenne a pris des mesures « fondées sur l'empathie », ajoutant que la volonté d'aider les réfugiés demeure sa priorité. D'ailleurs, a-t-il rappelé, l'Union européenne est le principal donateur d'aide humanitaire et « cela ne changera pas ». Il ne faut toutefois pas se leurrer: l'assistance humanitaire ne sera jamais suffisante pour compenser l'incapacité de s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés, a rappelé le Président finlandais, M. Sauli Niinistö.

Outre la pauvreté, une de ces causes tient aux conflits armés. Principale cause des mouvements actuels de réfugiés, la situation en Syrie a été abordée à plusieurs reprises, plusieurs intervenants rappelant la nécessité d'une solution politique au conflit. Plusieurs dignitaires ont en outre critiqué la passivité du Conseil de sécurité sur la question syrienne.

Le Conseil a également été critiqué par le Président de l'Ukraine, M. Petro Poroshenko, qui a demandé que le droit de veto y soit suspendu lorsqu'un membre permanent est directement impliqué dans des conflits où des atrocités de masse ont été commises. Pour sa part, le Premier Ministre japonais, M. Shinzo Abe, a souhaité le voir agir face aux essais nucléaires et balistiques menés par la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Plusieurs autres dirigeants ont réclamé une réforme du Conseil, afin qu'il reflète mieux les réalités actuelles et apparaisse plus légitime.

Parmi ceux-ci, le Président des États fédérés de Micronésie, M. Peter Christian, a rappelé que les petits États insulaires en développement demandaient depuis longtemps que la question des changements climatiques soit inscrite de manière permanente à l'ordre du jour du Conseil, eu égard à sa dimension sécuritaire. Alors qu'était par ailleurs organisée au Siège de l'ONU une [cérémonie de dépôt des instruments de ratification](#) de l'Accord de Paris sur le climat, M. Christian a dit voir en les Nations Unies « notre dernier espoir de galvaniser les volontés politiques afin d'atténuer les effets des changements climatiques ».

De nombreux orateurs ont affiché leur volonté d'appliquer l'Accord de Paris. La Chine, qui l'a déjà ratifié, a souhaité le voir accepté au niveau universel, alors que M. Tusk affirmait que la ratification par l'ensemble des États membres de l'Union européenne serait bientôt achevée et que le Premier Ministre du Japon promettait d'accélérer le processus en ce sens.

Le débat général de l'Assemblée générale se poursuivra demain, jeudi 22 septembre.

Suite du débat général

M. SAULI NIINISTÖ, Président de la Finlande, a invité la communauté internationale à mieux conjuguer ses efforts pour permettre à l'ONU de mieux s'acquitter de sa tâche. Il a relevé que le monde était confronté à de nombreux défis à la paix et la sécurité mondiales qui persistent et a condamné la montée actuelle des nationalismes étriqués, le racisme et l'extrémisme violent.

Plus précisément, les récents essais nucléaires de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), la guerre qui continue de faire rage en Ukraine et les conflits qui ébranlent le Moyen-Orient, mais également l'Europe, sont de graves sources de préoccupation pour son gouvernement. Ils ont donné lieu à des flux migratoires sans précédent de demandeurs d'asile, « mais les capacités européennes se heurtent actuellement à des limites », a affirmé le Président finlandais, dont le pays est directement concerné par cette question.

Il faut œuvrer de conserve pour trouver des solutions durables sur les plans international et régional, et pour mieux contrôler les frontières tout en préservant les droits de ceux qui recherchent la protection internationale. Cela suppose une vision, du courage et du leadership, faute de quoi le tableau sera sombre.

« Les frontières se transformeront en murs, même pour ceux éligibles à un statut de réfugié », a averti M. Niinistö. En attendant, l'assistance humanitaire à ces personnes est essentielle, et l'Union européenne et la Finlande continueront à jouer leur rôle dans ce domaine. Cependant, il ne faut pas se leurrer: l'assistance humanitaire ne sera jamais suffisante pour compenser l'incapacité de s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés.

Pour la Finlande il s'agit d'une condition essentielle au règlement à long terme de ces crises tant sur le plan économique, que social et politique. Les Nations Unies peuvent jouer un rôle pour désamorcer des conflits latents par le biais de la prévention, de la médiation et, si nécessaire, des missions de maintien de la paix préventives, a estimé M. Niinistö. Il reste néanmoins convaincu que la responsabilité ultime de la réforme des sociétés elles-mêmes incombe à leurs gouvernements et à leurs peuples. « L'appropriation nationale est essentielle », a-t-il dit.

Dans ce contexte, il a rappelé que, depuis plusieurs années, la Finlande et la Turquie étaient à la tête des efforts de médiation des Nations Unies. Cette année marque aussi le soixantième anniversaire de la participation de la Finlande aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, a précisé son président, qui a assuré sa détermination à participer aux efforts visant à renforcer les différents aspects du maintien de la paix.

La Finlande salue l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat, mais reste bien consciente que la véritable épreuve sera sa mise en application. Pour sa part, la Finlande a opté pour une approche inclusive et développe des partenariats entre le Gouvernement, le secteur privé, les universités et la société civile. Tout citoyen finlandais est appelé à apporter sa pierre à l'édifice, et le Président lui-même engagé à faire baisser son empreinte carbone de moitié dans les 10 années qui suivent dans le cadre de l'initiative « Engagement citoyen pour le climat ».

Le Président finlandais a également mis l'accent sur l'autonomisation politique, économique et sociale des femmes et des fillettes ainsi que sur l'égalité hommes-femmes qui sont, selon lui, des moteurs du développement durable et de la lutte contre les effets des changements climatiques.

M. ROBERT MUGABE, Président du Zimbabwe, a indiqué que son pays avait pris des mesures pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui est

semblable au Programme du Zimbabwe pour la transformation socioéconomique (Zim Asset). L'obstacle principal à l'application du Programme 2030 est « le fardeau des sanctions punitives et haineuses qui nous sont imposées par certains d'entre nous ici », a-t-il toutefois déploré. D'après M. Mugabe, « le Zimbabwe est puni pour avoir exercé son indépendance souveraine ». Il a de nouveau appelé le Royaume-Uni, les États-Unis et leurs alliés à lever les sanctions.

Abordant la question de l'élection du Secrétaire général de l'ONU, M. Mugabe a déploré l'opacité du processus au Conseil de sécurité. Quant à la réforme du Conseil, elle n'a pas avancé depuis 20 ans, a-t-il regretté en évoquant une situation « injustifiable et injuste ».

Par ailleurs, l'engagement à ne laisser personne de côté implique que l'on considère le sort des personnes vivant sous le colonialisme et l'occupation, a-t-il ajouté, en défendant les droits des peuples palestinien et sahraoui.

Le Président a conclu son intervention en remerciant le Secrétaire général de l'ONU pour sa présence aux sommets de l'Union africaine et, en particulier, pour son leadership durant l'épidémie d'Ebola.

Mme MICHELLE BACHELET JERIA, Présidente du Chili, s'est attachée au « malaise citoyen » qu'elle a décrit comme l'expression d'une désillusion devant des institutions politiques qui ne semblent pas capables de les représenter et face à des promesses de développement qui semblent encore très lointaines et alors que la croissance économique mondiale ralentit et que les dynamiques à long terme qui ont causé la crise d'il y a quelques années n'ont pas été changées mais seulement superficiellement retouchées.

Face à ce « schisme croissant entre les représentants et les représentés », le temps n'est pas venu de prendre la voie facile mais destructrice à terme du populisme, a averti Mme Bachelet, qui a appelé à une action « inspirée par l'éthique et par un pragmatisme civique ».

Pour la Présidente du Chili, les objectifs de développement durable adoptés l'an dernier témoignent de la conscience que la communauté internationale a de la nécessité de changements à grande échelle et de mesures concrètes à prendre. Face à l'inertie et aux intérêts, elle a appelé à la volonté politique, au plan international comme national et a insisté: c'est maintenant qu'il faut agir. « Chez nous, les citoyens attendent de nous que nous transmettions leurs demandes et que nous revenions avec des décisions et de la détermination », a-t-elle ajouté.

Mme Bachelet a ensuite présenté la position de son pays, « État de taille moyenne pas encore pleinement développé » qui connaît une modernisation rapide et se situe « à la frontière des défis de la modernité, avec les tensions inhérentes à la démocratie et la croissance économique ». Disant « parler d'expérience », elle a assuré être consciente des difficultés du changement, avant d'expliquer comment le Chili plaide en faveur d'une « convergence dans la diversité en Amérique latine, malgré les « différences importantes » qui existent sur le continent.

Mme Bachelet a notamment mentionné l'intégration en cours dans le cadre de l'Alliance pacifique avec la Colombie, le Mexique et le Pérou, ainsi que du MERCOSUR et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) avant de rappeler les principes qui gouvernent aujourd'hui la nation chilienne: aspiration à la paix, démocratie et respect des droits de l'homme, respect du droit international et des traités, souveraineté et engagement en faveur de la coopération. Elle a salué à cette occasion la perspective de paix offerte par la Colombie comme « une des meilleures nouvelles de cette année ».

La Présidente a également rappelé l'engagement du Chili en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable et son soutien à l'Accord de Paris sur le climat, « le plus ambitieux de l'histoire des négociations sur les changements climatiques », et son parrainage de l'initiative « Because the Ocean » également soutenue par la France et Monaco. Elle a précisé à cet égard que le Chili avait décidé d'agir en créant la réserve marine de Nazca-Desenturadas, la plus importante d'Amérique latine.

Enfin, Mme Bachelet s'est déclarée en faveur d'une gestion plus efficace et ouverte des Nations Unies, y compris dans le cadre du processus de sélection du prochain –ou de la prochaine-secrétaire général(e). Elle a également souhaité davantage de multilatéralisme, de coopération et de dialogue au sein de l'organisation, qui reste un « forum irremplaçable pour les débats et l'adoption d'accord » et s'est prononcée pour une réforme du Conseil de sécurité qui permette de refléter les nouvelles réalités du monde.

M. HAGE GEINGOB, Président de la Namibie, a insisté sur le fait que l'un des principaux objectifs de la présente session devrait être de donner un élan au Programme de développement durable à l'horizon 2030. « Il y va de la sécurité des générations futures. » La mise en œuvre efficace de ce Programme exigera la cohésion et la complémentarité des efforts tant sur le plan international, que régional, national et local, a poursuivi M. Geingob, qui a souligné la nécessité de pleinement intégrer la protection de l'environnement et la croissance inclusive dans nos modèles économiques, ce qui signifie concrètement qu'il va falloir résolument se détourner du modèle qui prévaut toujours dans de nombreux pays.

Expliquant que la Namibie avait connu un ralentissement économique cette année, après plusieurs années de taux de croissance se situant autour de 5%, le Président s'est néanmoins dit confiant dans les perspectives économiques de son pays. Pour encourager la reprise et les opportunités à long terme, son gouvernement a d'ores et déjà opté pour des réformes qui tiennent compte des recommandations des agences de notation internationales.

Face au dilemme du niveau sans précédent des déplacements forcés de population, M. Geingob en a appelé à la solidarité internationale. Il a également insisté sur l'importance de s'attaquer aux causes profondes de ces situations plutôt que de se limiter à en gérer les symptômes. Pour ce qui est de l'Accord de Paris sur le climat, que la Namibie a ratifié, il a exigé des efforts concertés sur les plans international et régional pour sa mise en œuvre concrète.

La Namibie, qui est l'un des pays les plus secs au monde, a lancé un programme pour optimiser la récupération des eaux et pour investir dans des énergies alternatives. Son Président a également rappelé que la Namibie recevra le pôle africain du Fonds vert pour le climat « en temps opportun ». Elle compte sur l'appui de la communauté internationale en ce sens.

M. Geingob a mis l'accent sur le fait que le système des Nations Unies devait être un modèle de transparence et d'ouverture, et, dans cet esprit, il estime que la réforme du Conseil de sécurité s'impose. Pour lui, « on ne peut plus se limiter ici à respecter les intérêts de quelques pays » et il faut mettre le Conseil au service de toute l'humanité en tenant compte de la large composition de l'Organisation. Par conséquent, l'Afrique doit en faire partie, a exigé M. Geingob.

M. LI KEQIANG, Premier Ministre du Conseil d'État de la Chine, a rappelé que son Président avait insisté l'année dernière sur « le partenariat gagnant-gagnant » en faveur du développement. La Chine, s'est-il félicité, a été l'un des premiers pays à avoir présenté aux Nations Unies son plan national sur la mise en œuvre du Programme de développement durable.

« Le manque de développement est souvent à l'origine des problèmes de la planète », a affirmé M. Li. Seul le développement peut garantir le respect des droits fondamentaux et des intérêts

prioritaires des individus; il se doit d'être durable sous toutes ses facettes. « Le développement ne sera pas durable s'il est mû par l'inégalité et par une pollution et une consommation considérables qui amenuisent les ressources de la planète », a-t-il averti.

« Guère porté à l'optimisme », le Premier Ministre a constaté que la croissance mondiale restait hésitante dans un monde marqué par les conflits, l'insécurité alimentaire et financière. D'après lui, il faut renforcer la confiance et la coopération. « L'heure est venue pour la communauté internationale de se considérer comme une communauté partageant un projet commun », a-t-il insisté.

Les buts et les principes de la Charte des Nations Unies concernant un ordre mondial doivent être respectés. Il faut appuyer la réforme des mécanismes de gouvernance mondiale, encourager une nouvelle notion de sécurité collective et établir un nouveau partenariat mondial.

« Nous devons trouver des solutions politiques aux problèmes d'aujourd'hui », notamment en Syrie, a poursuivi le Premier Ministre chinois. S'agissant du dossier nucléaire en péninsule coréenne, il a demandé des consultations, le dialogue étant « la meilleure solution pour préserver le régime de non-prolifération ». Il a également recommandé de ne pas appliquer un système de deux poids, deux mesures dans la lutte contre le terrorisme.

M. Li a ensuite appelé tous les pays à mener l'économie mondiale sur la voie d'une croissance durable pour tous à long terme. « La mondialisation est dans l'intérêt à long terme de tous et les pays doivent s'opposer au protectionnisme », a-t-il affirmé. Les pays développés devraient respecter leurs engagements en matière d'aide publique au développement (APD) et les pays en développement devraient être responsables de leur propre développement.

M. Li a recommandé de s'attaquer aux causes profondes des guerres et du sous-développement et de s'attacher aux principes de responsabilité commune mais différenciée. Il faut, a-t-il insisté, accepter l'Accord de Paris au niveau universel.

La Chine est devenue la deuxième plus grande économie du monde en 2010, a rappelé M. Li. Durant le premier semestre 2016, le pays a enregistré un taux de croissance de 6,7%, l'un des plus élevés du monde. « Notre croissance est une contribution au monde », a-t-il estimé, mais « il ne faut pas oublier que la Chine reste un pays en développement, avec une population de 1,3 milliard de personnes, et qu'elle a encore un long chemin à parcourir avant de devenir un pays complètement modernisé ». « Nous continuerons à mettre en œuvre notre stratégie d'ouverture au monde extérieur », a-t-il assuré.

Par ailleurs, « la Chine estime que les différends territoriaux et maritimes doivent être réglés par le dialogue et la négociation », a dit M. Li.

« Après plus d'un demi-siècle de conflit armé interne, je reviens aujourd'hui aux Nations Unies, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, pour annoncer de toute la force de ma voix et de mon cœur: la guerre en Colombie est terminée », a lancé à l'Assemblée générale M. JUAN MANUEL SANTOS CALDERÓN, Président de la Colombie, qui a ajouté qu'avec la fin du plus ancien et du dernier conflit du continent américain, ce dernier, « avec toutes ses îles, de la Patagonie à l'Alaska, est désormais maintenant une zone de paix ».

Le Président colombien, qui a consacré l'ensemble de son discours à la fin du conflit entre le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) -lequel a fait quelque 220 000 morts et 8 millions de victimes- a rappelé que, depuis 1982, la Colombie s'était lancée sur une longue et difficile voie pour tenter de mettre fin à la violence, et qu'il était lui-même venu depuis 2010 à plusieurs reprises devant l'Assemblée générale parler des progrès du processus de paix et des attentes qu'il suscitait.

M. Calderón a ensuite précisé les dernières étapes du processus: l'adoption le 24 août à La Havane du texte final de l'Accord sur la fin du conflit, le cessez-le-feu bilatéral entré en vigueur cinq jours plus tard, depuis lequel « il n'y a pas eu un seul mort, pas un seul blessé, pas une seule balle tirée », avant d'annoncer que l'Accord serait signé officiellement à Carthagène de Indias le 26 septembre, avant d'être soumis à référendum le 2 octobre.

À partir de cette date, a-t-il expliqué, les anciens membres de la guérilla se regrouperont dans des zones de concentration et remettront leurs armes aux Nations Unies dans un délai de six mois, tout en entamant leur processus de réintégration dans la société. Quant aux armes, elles seront fondues en trois monuments à la paix, dont l'un sera placé à New York, un à Cuba, où les négociations de paix ont été menées, et le dernier en Colombie. L'Accord signifie aussi que les FARC cessent d'exister en tant que groupe armé et peuvent devenir un mouvement politique au sein de notre démocratie, a encore déclaré le président.

M. Calderón a ensuite insisté sur « la principale caractéristique de l'Accord », qui se concentre sur la protection et les garanties des droits des victimes du conflit, ajoutant que c'est la toute première fois qu'un gouvernement et un groupe armé illégal s'accordaient sur la mise en place d'un système de justice transitionnelle plutôt que d'en subir l'imposition de la part d'acteurs extérieurs.

Il s'est dit certain que ce modèle de justice, qui prévoit aussi des enquêtes et des poursuites pour les auteurs de crimes au sens du droit international, constituera un précédent utile pour de futurs processus de paix.

Le Président a longuement remercié la communauté internationale pour son soutien constant au processus de paix dans son pays, et notamment Cuba, pays qui a accueilli les négociations, la Norvège, qui a joué le rôle de garant de ces dernières, le Chili et le Venezuela, qui ont accompagné le processus, ainsi que les Nations Unies, le Secrétaire général et le Conseil de sécurité, qui a accepté de créer une mission politique de suivi et vérification.

M. Calderón a également mis en avant d'autres conséquences de l'Accord. Il a ainsi rappelé que les FARC s'étaient engagées à couper tout lien avec les trafiquants de drogue dont elles assuraient la protection, que la déforestation illégale prendrait fin et que les deux parties travailleraient ensemble au déminage. Il a annoncé que les ressources destinées à la guerre pourraient être consacrées à l'éducation ou à la santé et a rappelé que la Colombie avait déjà transcrit en droit interne les objectifs de développement durable et ajouté que le Congrès examinerait prochainement l'Accord de Paris sur le climat.

C'est une Colombie nouvelle, pleine d'espoir qui salue aujourd'hui la communauté internationale, une Colombie qui tourne la page et clôt un chapitre de guerre pour ouvrir un chapitre de paix, a encore affirmé M. Calderón, qui a répété en conclusion: « Il y a aujourd'hui une guerre de moins sur cette planète, et c'est la guerre en Colombie ».

M. JOHN DRAMANI MAHAMA, Président du Ghana, a déploré le fait qu'à travers le monde, de nouveaux murs soient édifiés, nous tenant à l'écart du reste du monde. Il a estimé que le jeune réfugié africain qui a bravé le désert et la mer, au péril de sa vie, et se retrouve dans un centre de détention en Italie, faisait face à l'un de ses murs.

Le discours de la haine devient commun, a-t-il fait observer, tout en notant qu'il est paradoxal de voir que 30 ans après que le Président Ronald Reagan des États-Unis ait demandé la destruction du mur de Berlin, de nouveaux murs sont érigés un peu partout.

Il a salué le Plan d'action de La Valette entre l'Union européenne et l'Union africaine, notamment la création d'un fonds d'urgence de 1,8 milliard d'euros pour lutter contre l'immigration

clandestine. Il a expliqué que l'Afrique comptait assez de terres arables pour donner des emplois aux jeunes qui seraient tentés par l'aventure de l'immigration.

Il a néanmoins estimé que les subventions accordées aux agriculteurs des pays développés fragilisaient le secteur primaire en Afrique, poussant ainsi de nombreux jeunes vers les chemins de l'exil, parce que rien ne peut être fait contre « les tonnes de poulets congelés qui sont déversées sur les marchés africains chaque année ».

La création d'une zone de libre-échange continentale doit être accélérée, a ensuite dit le Président ghanéen. Il a parlé de l'importance du commerce en Afrique, se félicitant d'avoir décidé que tous les ressortissants d'Afrique pourraient désormais obtenir leur visa d'entrée au Ghana à leur arrivée dans le pays, afin d'y stimuler le commerce et les investissements. Il a relevé que des réformes structurelles étaient nécessaires en Afrique, ainsi que des réformes en matière de gouvernance.

À ce propos, le Président a affirmé que le Ghana contribuait au succès que connaît l'Afrique en ce moment, se disant même fier de son pays qui est taxé de « modèle de démocratie en Afrique » ou de « phare de la démocratie ».

M. Mahama a salué les progrès économiques du Ghana, se disant en outre honoré de s'adresser devant l'Assemblée générale de l'ONU en ce jour anniversaire de la naissance du fondateur de la nation ghanéenne, Kwame Nkrumah, qui a inspiré la présente génération de dirigeants africains.

Pour M. SARWAR DANESH, Vice-Président de l'Afghanistan, ce n'est qu'en coopérant qu'il sera possible de faire face aux multiples défis actuels et de promouvoir la paix et la sécurité dans un monde sans haine. « Mais pour cela il faut une ONU beaucoup plus forte », a-t-il estimé, en rappelant son rôle vital en Afghanistan vers une société démocratique.

Brossant le tableau de la situation dans son pays, M. Danesh a rappelé qu'un Gouvernement d'union nationale y est en place depuis deux ans. Toutefois, sa nation « a hérité » d'inégalités et de conflits, mais il reste convaincu que la démocratie est la meilleure réponse à ces problèmes.

Pour parvenir à cet objectif le pays s'est doté d'une Constitution moderne et son gouvernement a fait des réalisations « considérables », notamment en termes d'augmentation de l'accès à l'éducation, de renforcement du système de communication et de télécommunication ou encore de l'amélioration de l'état de droit.

Sur la scène internationale, le Gouvernement d'union nationale a fait ses preuves en tant que partenaire de confiance, avec la lutte contre la corruption, avec la promotion de l'émancipation des femmes, avec les réformes législatives, ainsi qu'avec la nomination fondée sur le mérite des fonctionnaires de haut rang. De plus, une commission a été mise en place en vue de modifier les lois électorales dans le cadre des préparatifs des prochaines élections parlementaires et présidentielle.

Parmi les sujets de préoccupation qui persistent, M. Danesh a évoqué la lutte contre les stupéfiants qui demeure une priorité pour son gouvernement qui coopère dans ce domaine avec le système onusien. Il a salué le fait qu'au dernier sommet de l'OTAN, il a été décidé d'allouer un milliard de dollars aux Forces de défense afghanes jusqu'à fin 2020 et que la mission de formation des forces afghanes a été prorogée au-delà de 2015.

Dans moins de deux semaines, à la Conférence de Bruxelles, l'Afghanistan et ses partenaires vont se retrouver pour définir la forme de leur nouveau partenariat, a rappelé M. Danesh. Il se réjouit à l'idée de voir ces partenaires promettre de nouvelles contributions pour son pays,

compte tenu de la menace terroriste qui le frappe toujours, notamment celle des Taliban et de Daech.

Il a réitéré l'appel de son gouvernement qui demande la nomination d'un représentant spécial des Nations Unies pour la protection des journalistes en Afghanistan. En outre, il demande à la communauté internationale de rester vigilante à l'égard des « havres de paix » qui accueillent les terroristes et a insisté sur le fait qu'il n'y a pas de distinction à faire entre « les bons et les mauvais terroristes ». Son pays n'a eu de cesse de demander au Pakistan de détruire les centres d'accueil de terroristes, mais cet appel est resté lettre morte.

Malgré cette situation sécuritaire difficile, l'Afghanistan « a gardé les portes ouvertes à la négociation en vue d'un accord de paix avec le parti islamiste, et pour faciliter la réintégration des Taliban qui le souhaiteraient. Il considère que les pays islamiques sont ses principaux partenaires et salue la décision de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à promouvoir le processus de paix en Afghanistan.

Face à l'instrumentalisation de la religion, et en particulier de l'islam par ces groupes terroristes, le Vice-Président s'est indigné en invoquant le fait que le Coran stipule sans ambiguïté que le meurtre d'une personne constitue le meurtre de toute l'humanité. À cet égard, il place beaucoup d'espoirs dans la prochaine réunion de la Mecque qui devra se pencher sur l'interprétation du Coran et préciser clairement que l'Islam est contre toute forme de terrorisme.

Soulignant que l'Afghanistan et tous les pays de la région ont des intérêts communs et subissent les mêmes menaces, le Vice-président a insisté sur l'importance de leur coopération à la fois pour préserver la sécurité de la région mais aussi pour son essor économique. À cet égard, son gouvernement réitère l'intérêt de la mise en place d'une voie de chemin de fer entre l'Asie du Sud et l'Asie centrale.

Enfin, il a rappelé la candidature de son pays au Conseil des droits de l'homme pour la période 2018-2020 et a saisi cette occasion pour remercier tous les partenaires internationaux qui se sont tenus aux côtés de son pays au cours des 16 dernières années, en particulier aux troupes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

M. DONALD TUSK, Président de l'Union européenne, a assuré que « l'Union européenne défendra toujours un monde libre et ouvert, régi par l'état de droit ». « Les valeurs sur lesquelles elle repose nous tiennent à cœur et nous sommes déterminés à faire en sorte qu'elles soient défendues sur la scène internationale », a-t-il ajouté.

Alors que l'ONU est sur le point de choisir un nouveau dirigeant, il faut réfléchir au système que nous voulons voir émerger, a conseillé M. Tusk. D'après lui, la mondialisation rend la peur de la guerre, du terrorisme et des étrangers plus contagieuse encore. Il a souligné le « besoin fondamental de retrouver un sens de sécurité ».

Ces derniers mois, a rappelé M. Tusk, l'Europe a été confrontée à une crise des réfugiés de grande envergure mais les mesures qu'elle a prises se sont appuyées « sur l'empathie ». Aujourd'hui, lorsque nous reprenons le contrôle aux frontières et luttons contre les contrebandiers, « la volonté d'aider les réfugiés demeure notre priorité ».

Le Président de l'Union européenne a appuyé le travail lancé grâce à l'adoption de la Déclaration de New York pour trouver une solution aux déplacements massifs de migrants et de réfugiés. « L'Europe sera active partout où la guerre est imminente, partout où elle fait déjà rage », y compris « là où l'Ukraine a été attaquée par la Russie », a-t-il ajouté. Il a appuyé les efforts des Nations Unies pour faire reprendre les négociations en Libye et en Syrie et indiqué

que l'Union européenne allait accueillir une conférence internationale sur l'Afghanistan à Bruxelles.

Créer un réseau mondial contre le terrorisme est fondamental pour combattre la radicalisation, a estimé M. Tusk. Pour sa part, l'Union européenne travaille avec ses partenaires de l'Asie, du Golfe et du Sahel et avec les communautés pour que les plus jeunes ne soient pas contaminés par cette haine.

« L'Union européenne est le principal donateur d'aide humanitaire et cela ne changera pas », a promis M. Tusk. Le Programme 2030 offre un cadre pour résoudre de nombreux problèmes, a-t-il reconnu, en espérant « voir émerger un système qui permette à chacun de bénéficier équitablement de la mondialisation ». Enfin, l'Union européenne s'est engagée résolument dans la lutte contre les changements climatiques et la ratification de l'Accord de Paris sera bientôt achevée.

M. PETRO POROSHENKO, Président de l'Ukraine, s'est demandé pourquoi le cynisme avait pris place dans nos vies au nom du pragmatisme. Pourquoi le mal s'est-il répandu? En ces jours difficiles, le monde connaît de plus en plus de menaces mais jamais, depuis la guerre froide, les normes et principes internationaux n'ont été bafoués sur une telle échelle, s'est-il indigné.

Jamais un membre du Conseil de sécurité n'a violé la Charte des Nations Unies tout en participant activement à un conflit et en étant à la fois médiateur de ce conflit. L'avenir de nos enfants et de notre Organisation dépend de la manière avec laquelle nous surmonterons cette incohérence, a poursuivi M. Poroshenko, qui ne voit que deux issues possibles: « Soit nous reconnaissons le problème et ne ménageons aucun effort pour y remédier, soit nous fermons les yeux et laissons l'avenir des Nations Unies aux mains d'un seul acteur et on payera le prix fort ».

L'Ukraine dénonce le fait que le Conseil de sécurité soit resté bloqué ces trois dernières années et exige que le recours au droit de veto soit à l'avenir suspendu lorsqu'un membre permanent du Conseil est directement impliqué dans des conflits où des atrocités de masse ont été commises. « Les coupables de crimes doivent rendre des comptes », a-t-il martelé, en affirmant que la menace à la paix et à la sécurité mondiale qui pèse sur nous nécessitait l'attention de tous les États Membres.

Ce sont des nouvelles méthodes qui sont employées dans les guerres hybrides du XXI^e siècle, a expliqué le Président ukrainien, qui a cité, à titre d'exemple, les pressions politiques, la propagande, l'ingérence dans les processus électoraux d'autres pays, les attaques cybernétiques et autres.

Rappelant que l'Ukraine avait renoncé volontairement à son arsenal nucléaire contre la sécurité et des garanties de souveraineté nationale, il a affirmé que ces garanties étaient malheureusement restées lettre morte et que le mémorandum de Budapest n'avait pas été respecté.

L'Ukraine n'en reste pas moins attachée au désarmement nucléaire mais cela suppose notamment une action efficace du Conseil de sécurité face aux essais nucléaires de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). « Il faut faire preuve de leadership fort à la fois au niveau des États, mais aussi des organismes internationaux. »

Face à la série d'attaques terroristes atroces qui ont eu lieu cette année, M. Poroshenko a expliqué que cette menace ne pouvait être combattue que grâce à des efforts concertés. Il appelle le Conseil de sécurité à agir pour répondre à ces problèmes grandissants et appuie l'initiative du Royaume-Uni pour qu'il se penche sur la menace terroriste.

Dans ce contexte il est revenu sur le dossier de l'appareil de *Malaysia Airlines* qui a été abattu au-dessus du territoire ukrainien et a exigé à nouveau que toute la lumière soit faite sur cette affaire et que les responsables soient jugés en dépit du veto russe pour la mise en place d'un tribunal spécial.

Le Chef de l'État a en outre dénoncé l'implication de la Russie dans la coordination des activités terroristes en Ukraine, et la présence de 38 000 forces militaires illégales dans le Donbass armées par celle-ci, ainsi que de l'annexion de la Crimée. Il a ainsi reproché à la Russie son abus de confiance lorsqu'elle invoque la Charte des Nations Unies pour justifier le rattachement de la Crimée à son territoire. Il exige, qu'au bout de trois ans, les agresseurs assument leur responsabilité.

L'Ukraine reste disposée à avancer dans la mise en œuvre des accords de Minsk, mais elle s'est heurtée à une opposition constante du Kremlin. M. Poroshenko a dit espérer que la Russie et ses alliés finiront par mettre en œuvre leur partie du contrat.

Par ailleurs, l'Ukraine s'apprête à présenter un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme dans la République de Crimée occupée de Sébastopol à l'Assemblée générale, a annoncé M. Poroshenko, qui estime qu'il revient aux Nations Unies de les protéger et de ne pas reconnaître les résultats de l'élection qui y a eu lieu.

S'agissant de la crise syrienne, il a insisté sur la nécessité d'éviter tout risque d'utilisation d'armes chimiques dans ce pays et d'y faciliter l'accès humanitaire.

M. WILLIAM SAMOEI RUTO, Vice-Président du Kenya, a déclaré que le Kenya avait joué un rôle actif dans le domaine des efforts internationaux de développement en accueillant en 2016 trois événements majeurs, dont l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, la quatorzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

Notant que le commerce africain ne représente que 3% du commerce mondial, il a espéré que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 saura promouvoir une nouvelle ère de coopération en matière de développement. Il a espéré que la seconde réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, qui aura lieu à Nairobi fin 2016, sera l'occasion d'entendre les attentes des pays les moins avancés (PMA).

Il a indiqué que son pays avait accordé 5 millions de dollars au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dans le cadre de la cinquième session de reconstitution de ses ressources.

Par ailleurs, le Vice-Président du Kenya a dit l'importance de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en notant qu'il était crucial de faire face aux défis de la rapide urbanisation.

En outre, il a expliqué que la recrudescence des activités terroristes dans la Corne de l'Afrique, associée à une fragilité écologique liée aux catastrophes naturelles, avaient compliqué la poursuite du développement.

M. Ruto a appelé à la résolution du conflit au Soudan du Sud. De même, a-t-il dit que le Kenya s'était engagé à consacrer 10 millions de dollars au rapatriement dans leur pays de 400 000 réfugiés somaliens présents au Kenya. Toujours au sujet de la Somalie, il a regretté que l'Union européenne ait décidé de réduire de 20% son engagement auprès de la Mission de l'Union africaine dans ce pays (AMISOM).

MOHAMMED BIN NAIF BIN ABDULAZIZ AL-SAUD, Prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, Premier Ministre adjoint et Ministre de l'intérieur, a d'abord dit que son pays avait toujours respecté les valeurs sur lesquelles repose l'ONU.

S'agissant de la crise syrienne, la communauté internationale reste incapable de prendre des décisions de conserve pour « sauver le peuple syrien des crimes, de la destruction et des déplacements causés par le Président Bashar Al-Assad », a déploré le Prince. L'Arabie saoudite s'est efforcée de contribuer positivement au processus d'une solution politique et d'appuyer l'opposition syrienne modérée, a-t-il assuré. Elle fournit une aide humanitaire directe aux réfugiés syriens dans les pays voisins.

Avec les États arabes du Conseil de coopération du Golfe, l'Arabie saoudite a également participé à l'initiative visant à lancer un dialogue national pour résoudre la crise au Yémen. « Le pays n'a pas ménagé ses efforts pour appuyer le Yémen », a estimé le Premier Ministre adjoint, non sans rappeler que « le coup commencé par Al-Houthi et leurs alliés a ruiné les espoirs des Yéménites et menacé la sécurité et la stabilité du Yémen ». Depuis 2015, l'Arabie saoudite a dépensé plus de 470 millions de dollars pour distribuer une aide humanitaire dans tout le pays, « y compris dans les zones sous contrôle de Al-Houthi ».

Par ailleurs, l'Iran continue de présenter des défis dans la région en appuyant des groupes de milices terroristes au Bahreïn, au Koweït, au Yémen, en Iraq, en Syrie, au Liban et ailleurs, a signalé M. Abdulaziz Al-Saud. Il a reproché à l'Iran de diffuser un discours sectaire et lui a demandé de cesser toute politique de discrimination et de racisme.

Le Prince a attaché la plus haute importance à la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. L'Arabie saoudite et ses intellectuels se penchent sur les aspects tant sécuritaires qu'idéologiques du problème. Le pays s'est engagé également à coopérer avec les Nations Unies pour gérer la question des personnes déplacées par les conflits. L'Arabie saoudite a accueilli plus de 2,5 millions de réfugiés syriens et 2 millions de réfugiés yéménites qu'elle « ne traite pas comme des réfugiés ». Ainsi s'efforce-t-elle de leur donner accès à l'éducation, la santé et l'emploi.

Très préoccupé par « le discours hostile et inhumain » contre les musulmans et les réfugiés en particulier, le Ministre a appelé tous les États et les organisations internationales à s'élever au-dessus des propos racistes et à protéger les migrants et les réfugiés qui fuient des dirigeants injustes, le terrorisme et les catastrophes.

Enfin, il a réaffirmé l'importance de faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et de destruction massive. Dans cet esprit, il a condamné les essais conduits par la Corée du Nord. La communauté internationale doit prendre toutes les mesures qui s'imposent pour mettre fin aux souffrances du peuple palestinien, a-t-il aussi tenu à souligner.

SHEIKH JABER AL MUBARAK AL HAMAD AL SABAH, Premier Ministre du Koweït, a rappelé que son pays figurait à la troisième place des fournisseurs d'aide humanitaire au monde par rapport à son produit intérieur brut. Le Fonds koweïtien pour le développement économique a donné 20 milliards de dollars depuis sa création à 105 pays.

En outre, le Koweït travaille d'arrache-pied pour la sécurité et la stabilité dans sa région. Concernant la crise au Yémen, le Koweït renouvelle son appui à la solution politique sous les auspices des Nations Unies et au travail de l'Envoyé spécial pour le Yémen, M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmad. Le Premier Ministre a demandé à l'Envoyé spécial de redoubler d'efforts pour la reprise rapide du dialogue entre les parties yéménites.

S'agissant de la Syrie, le Koweït a accueilli trois conférences des donateurs en appui à l'effort humanitaire dans ce pays. Les promesses d'aide ont atteint 7 milliards de dollars et le Koweït a promis une contribution de 1,3 milliard de dollars. Le Koweït soutient les efforts des Nations Unies pour trouver une solution politique en Syrie.

Dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et les actes de violence, le Koweït apporte son appui à la coalition internationale contre Daech en Iraq. Le Premier Ministre a réitéré son appui au Gouvernement iraquien et a salué ses avancées dans la lutte contre le terrorisme.

Au Moyen-Orient, M. Al Sabah a déclaré que, face à la persistance de l'occupation israélienne, il revenait au Conseil de sécurité de prendre ses responsabilités, et de mettre la pression sur Israël pour l'obliger à mettre en œuvre les résolutions du Conseil qui pourrait conduire à la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien et la reconnaissance de son État indépendant sur sa propre terre, avec Jérusalem-Est comme capitale, dans les frontières du 4 juin 1967.

Concernant les relations avec l'Iran, nous, au sein du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, souhaitons une relation d'amitié et de coopération avec l'Iran, dans la compréhension et le respect mutuels, a-t-il déclaré. Il a souligné l'importance de construire les conditions propices à un dialogue constructif conformément aux normes des relations internationales, du principe de bon voisinage, du respect de la souveraineté des États, et de la non-ingérence dans les affaires des autres États, de la fin de l'occupation des trois îles des Émirats arabes unis et de travailler avec ce pays pour mettre fin à cette question.

Le Koweït est candidat à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2018-2019.

M. MUHAMMAD NAWAZ SHARIF, Premier Ministre du Pakistan, a noté que l'ordre établi après le Seconde Guerre mondiale était en train de disparaître pour laisser place à une concurrence de plus en plus polémique entre les principales puissances. Il s'est inquiété des barricades et des murs qui sont construits en Europe face aux mouvements de réfugiés et a regretté la réapparition des « fantômes de la xénophobie et de l'islamophobie ».

Le Premier Ministre du Pakistan a particulièrement souligné les efforts de son pays pour lutter contre le terrorisme. Il a cité des opérations militaires ciblées qui ont permis au Pakistan des résultats remarquables contre les terroristes avec la participation de 200 000 agents de sécurité.

Néanmoins, il a prévenu que « nous ne pourrions pas venir à bout du terrorisme au niveau international sans lutter contre ses causes profondes que sont la pauvreté, l'ignorance, l'injustice, l'oppression, l'occupation étrangère et le refus de reconnaître le droit à l'autodétermination ».

Après 15 ans de conflit et 35 ans de chaos en Afghanistan, M. Sharif a dit la nécessité d'une paix négociée entre le Gouvernement afghan et les Taliban. Il a indiqué que ce conflit avait de terribles conséquences économiques sur le Pakistan qui accueille près de trois millions d'Afghans. Il a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour répondre aux besoins de ces réfugiés afghans.

« Le Pakistan souhaite la paix avec l'Inde », a martelé le Premier Ministre pakistanais, en regrettant que ce pays impose des conditions préalables inacceptables à des négociations. Il a prévenu que la normalisation avec l'Inde devra passer par un règlement du différend du Jammu-et-Cachemire.

Il a dit que le Pakistan remettrait à l'Assemblée générale un rapport sur les brutalités commises par les forces indiennes au Jammu-et-Cachemire. Il a appuyé le droit à l'autodétermination du peuple du Jammu-et-Cachemire avant de demander une mission d'établissement des faits des Nations Unies sur les atrocités commises par les forces d'occupation indiennes dans cette province.

Il a appelé à démilitariser le Jammu-et-Cachemire et demandé l'application des résolutions du Conseil de sécurité sur cette question. Le Premier Ministre du Pakistan a regretté ce qu'il a appelé le « réarmement de l'Inde » avant de se dire ouvert à des pourparlers pour un accord bilatéral sur l'interdiction des essais nucléaires.

Mme AUNG SAN SUU KYI, Conseillère d'État et Ministre des affaires étrangères du Myanmar, a tenu, en tant que première représentante du nouveau Gouvernement de son pays à prendre la parole devant l'Assemblée générale, à réitérer l'attachement de celui-ci à la Charte et aux principes des Nations Unies. La force de l'Organisation réside dans son universalité et sa légitimité, ancrée dans la Charte et les principes du droit international, a-t-elle rappelé. Malgré ses imperfections et ses limites, l'ONU reste le réceptacle des espoirs en un monde plus ouvert, plus pacifique plus prospère et plus compatissant.

La jeune Union de Birmanie a rejoint les Nations Unies en 1948, juste après son indépendance, alors que régnait un climat d'optimisme après les ravages de la guerre, a poursuivi Mme Aung San Suu Kyi. Aujourd'hui, c'est à nouveau pour le Myanmar le moment de ressentir cet espoir.

Quand le peuple a largement voté en novembre dernier en faveur de la Ligue nationale pour la démocratie, il s'est prononcé non seulement pour un parti, mais aussi pour une culture politique, celle qui correspond à leurs rêves et leurs aspirations, qui sont ceux qui ont été à l'origine des Nations Unies, a encore déclaré Mme Aung San Suu Kyi. Il s'agit de transformer les épées en charrues ou, dans une acception plus moderne, les armes de destruction massive en machines agricoles. Il s'agit aussi de se sentir en sécurité chez soi, d'avoir confiance en notre capacité de réaliser nos aspirations.

Ces aspirations sont simples nous savons qu'elles ne sont pas faciles à atteindre, a poursuivi Mme Aung San Suu Kyi pour qui la seule voie possible est la paix. Pour le peuple du Myanmar, qui a longtemps été privé de ses droits et a connu 60 ans de conflits internes, rien n'est plus important que la paix et la réconciliation nationale, a insisté Mme Aung San Suu Kyi, qui a rappelé que la première session de la conférence de l'Union pour la paix avait été convoquée récemment. Ce n'est que la première étape mais elle est essentielle pour le pays.

Durant les dernières années, le monde a porté son attention sur la situation dans l'État de Rakhine, a rappelé Mme Aung San Suu Kyi. État responsable, le Myanmar ne craint pas le regard de la communauté internationale, a-t-elle ajouté. Expliquant que le Gouvernement adopte une approche globale qui met en avant le développement de toutes les communautés du pays, y compris celles de l'État de Rakhine, elle a rappelé la mise en place de diverses structures concernant cet État, dont une commission consultative présidée par l'ancien Secrétaire général Kofi Annan, et ce, malgré l'opposition persistante de certains. Affirmant sa détermination d'aller de l'avant, elle a aussi demandé la « compréhension et la coopération constructive de la communauté internationale » à cet égard.

La paix et la réconciliation nationale sont des conditions préalables à la mise en œuvre de politiques visant au développement du pays pour le bien-être du peuple, a également déclaré Mme Aung San Suu Kyi, qui a détaillé les mesures prises pour réaliser les objectifs de développement durable, en insistant sur la volonté de ne laisser personne sur le bord du chemin.

Des solutions durables aux problèmes actuels ne pourront être obtenues qu'en s'attaquant à leurs causes profondes, a encore estimé Mme Aung San Suu Kyi, pour qui il est ainsi essentiel de traiter des causes des migrations irrégulières qui ont atteint une ampleur sans précédent, à savoir le manque de paix et le manque de développement. C'est là une tâche extrêmement difficile qui impose aux États de coopérer et il faut aussi se souvenir que les migrants contribuent à l'économie de leur pays d'accueil ainsi qu'à la croissance mondiale. Le partage des valeurs et des richesses ne pourrait que créer un monde meilleur pour tous.

Mme Aung San Suu Kyi a également appelé chacun à s'unir pour combattre l'extrémisme violent qui engendre le terrorisme et dont il faut aussi comprendre les causes profondes, comme l'absence de développement économique et social, mais aussi l'absence de sens et d'objectifs dans la vie, notamment pour les jeunes, qui peuvent être tentés par des idéologies qui offrent des certitudes.

Mme Aung San Suu Kyi a par ailleurs annoncé que son pays déposerait cet après-midi son instrument de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE).

En conclusion, elle a dénoncé la corruption de la nature humaine, la colère, la peur l'ignorance. Si on peut corrompre la nature humaine, on peut corrompre le monde entier, a-t-elle averti, en appelant la communauté internationale à combattre ses sentiments mauvais afin de faire en sorte que le monde soit meilleur pour les générations futures.

M. SHINZO ABE, Premier Ministre du Japon, a déclaré que la République populaire démocratique de Corée s'était montrée elle-même comme une menace directe et ouverte à nous tous. La raison d'être des Nations Unies est ainsi mise à l'épreuve. Puis le Premier Ministre a rappelé que la Corée du Nord avait lancé des missiles balistiques, et fait des essais nucléaires qui sont les deux faces d'une même pièce.

Cette menace a atteint une dimension différente de ce qui a été vu jusqu'à aujourd'hui. Nous devons concentrer nos forces et contrer les plans de la Corée du Nord. Le Japon, les États-Unis et la Corée se sont mis d'accord pour montrer une attitude ferme envers ce pays.

La prochaine étape devra être celle des Nations Unies. Il est temps pour le Conseil de sécurité de montrer une attitude sans équivoque contre cette menace d'une nouvelle dimension.

Nous ne devons jamais laisser tomber nos efforts en vue de l'élimination totale des armes nucléaires. Nos engagements sur cette question lient les deux côtés du Pacifique et ont gagné une nouvelle force.

En dépit de cela, la Corée du Nord a continué des provocations posant ainsi un défi à la conscience de l'humanité. Pour cette unique raison, il est inacceptable de tolérer cette provocation militaire. La Corée du Nord est sans aucun doute sur le point d'avoir des têtes nucléaires montées sur des missiles balistiques.

Ce pays a enlevé des citoyens japonais, y compris une fille de 13 ans au moment des faits, les ont privés de leurs vies pacifiques et les ont empêchés de rentrer chez eux.

C'est un pays qui bafoue les droits de l'homme sans retenue et où l'équilibre des pouvoirs n'existe pas.

Alors que le monde attend si l'ONU arrêtera les ambitions de la Corée du Nord ou si le Conseil de sécurité sera capable de confronter ce pays d'une manière unie, le Japon conduira les discussions au Conseil de sécurité.

Le Japon n'épargnera aucun effort pour renforcer les Nations Unies. Les contributions cumulées du Japon depuis plus de 60 ans à l'Organisation dépassent 20 milliards de dollars. Notre aide au développement est de 334,5 milliards de dollars.

L'ONU a eu trois grandes causes dans son histoire: le dévouement à la paix, la poursuite de la croissance et le désir d'un monde exempt de l'injustice et de l'iniquité.

En outre, le Japon accélérera le travail en vue de la conclusion rapide de l'Accord de Paris sur le climat et assumera sa promesse de donner 1 300 milliards de yen d'aide aux pays en développement en 2020.

S'agissant de la réforme du Conseil de sécurité, M. Abe a soutenu l'objectif de l'Afrique d'avoir des sièges de membres permanents du Conseil avant 2023.

M. MILO ĐUKANOVIĆ, Premier Ministre du Monténégro, a dit que les normes fondamentales du droit international étaient de plus en plus souvent foulées par des acteurs non étatiques, notamment des terroristes. Il a fait état de « défis transfrontaliers de plus en plus complexes ». Il a précisé que le Monténégro faisait partie des 22 pays ayant présenté un rapport volontaire de mise en œuvre des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Le Premier Ministre a dit que la mise en œuvre de l'Accord de Paris, qui constitue le socle de la préservation de l'environnement, requiert les efforts de tous les segments et acteurs de la société au niveau international. Il s'est inquiété de la passivité de la communauté internationale face aux atrocités en Syrie. Les conflits en Libye, en Syrie et au Soudan du Sud montrent la nécessité de trouver des solutions durables et de traduire en réalité nos ambitions en matière de préventions des conflits et de médiation.

Face à une crise migratoire sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale et des abus sans précédent des droits de l'homme, le Premier Ministre du Monténégro a dit la pertinence du système multilatéral des droits de l'homme. Il a appelé à réformer la composition du Conseil de sécurité avant de dire la fierté de son pays d'avoir présenté un candidat au poste de prochain secrétaire général de l'ONU.

Alors que le Monténégro célèbre cette année le dixième anniversaire de son adhésion à l'ONU, le Premier Ministre a estimé que son pays était un exemple de stabilité dans une approche pluriethnique. « Nous allons assumer avec ambition nos responsabilités liées à notre adhésion à l'OTAN » a aussi dit M. Đukanović, avant de souligner la contribution de son pays aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Pour Mme KOLINDA GRABAR-KOTAROVIĆ, Présidente de la Croatie, qui a plaidé pour des sociétés ouvertes et inclusives, tournées vers la jeunesse, la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, le Programme d'action pour l'humanité d'Istanbul et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 devraient répondre aux causes profondes des déplacements massifs de personnes. Certes, il faut fournir une assistance aux pays d'origine et d'accueil afin de promouvoir une gestion sûre, ordonnée et régulière des migrations. Mais il faut également renforcer les efforts au niveau mondial pour combattre les réseaux criminels de la traite des êtres humains.

« Nous devons mettre un terme à la politique de deux poids, deux mesures et à l'approche hypocrite de la tragédie qui se déroule à l'heure où nous parlons », a recommandé Mme Grabar-Kotarović. « Il faut aider ceux qui ont réussi à fuir la destruction, mais il faut aussi tout faire pour aider ceux qui sont restés et qui n'ont pas les moyens de s'échapper. »

La Présidente a estimé que l'éducation, le savoir et la tolérance sont les clefs du succès et les moteurs du développement durable. Pour réussir, a-t-elle ajouté, il faut plus de femmes en politique et dans les affaires, dans la diplomatie et les conseils d'administration. Cette année, la Croatie préside « Le partenariat des avenir égaux », une initiative destinée à promouvoir l'autonomisation économique et politique des femmes.

« Les changements climatiques sont une arme de destruction massive », a averti Mme Grabar-Kotarović. Elle a souhaité que l'Accord de Paris entre en vigueur le plus vite possible. « La stabilité, la sécurité et le bien-être de la Méditerranée restent une priorité de la politique étrangère de la Croatie », a indiqué le Président.

Abordant la menace du terrorisme, elle a dit qu'il fallait renforcer la résilience des sociétés au niveau local, surtout le tissu des sociétés multiculturelles et multiconfessionnelles, contre la propagande, la radicalisation violente et l'extrémisme en général.

En matière de maintien de la paix, la Croatie se prépare à mettre une compagnie d'ingénierie pour « des constructions horizontales » à la disposition des opérations de l'ONU, a-t-elle dit. La Croatie organise également un cours de formation avec l'ONU à l'intention des femmes policières d'Asie, d'Afrique et d'Europe.

Par ailleurs, Mme Grabar-Kotarović a plaidé en faveur du renforcement du rôle de la Cour pénale internationale (CPI) pour poursuivre les auteurs d'atrocités de masse et de crimes de guerre, y compris ceux contre l'héritage culturel commis par des acteurs étatiques ou non étatiques. Elle a jugé très important de « mettre fin à la culture de l'impunité ».

Avec sa candidature pour un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2017-2019, la Croatie s'engage à contribuer de manière constructive à la promotion et la protection des droits de l'homme.

M. DANILO MEDINA SÁNCHEZ, Président de la République dominicaine, a indiqué que le groupe de populations vulnérables qui sont sorties de la pauvreté ces 20 dernières années est composé de plus d'un milliard et demi de personnes dans le monde.

Ce groupe est très important en Amérique latine et dans les Caraïbes où la plupart d'entre ces personnes gagnent entre 4 et 10 dollars par jour. Notre défi est de renforcer la position de cette classe émergente en lui donnant les moyens et le savoir-faire pour lui permettre d'améliorer ses conditions de vie mais aussi de participer au développement de leurs pays.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est une bonne feuille de route pour de nombreux défis de l'Amérique latine, des Caraïbes et du monde. Mais des profonds changements sont nécessaires en matière de flux commerciaux et financiers. Les règles du jeu entre les pays riches et pauvres doivent être révisées.

Concernant le commerce, la République dominicaine a signé des accords de libre-échange avec les principaux blocs économiques. Cela devrait être mutuellement avantageux mais il y a des moments où les grands pays font preuve d'hypocrisie.

Ils refusent de réduire le protectionnisme à l'intérieur de leurs frontières tout en réclamant dans le cadre des accords de libre-échange la même réduction dans les pays en développement.

Ils veulent que les pays en développement éliminent la protection des biens industriels mais eux, ils refusent d'éliminer les subventions agricoles. Pour les cinq prochaines années, les États-Unis

donneront en moyenne 97 800 millions de dollars d'aide à leur secteur agricole et l'Union européenne, 408 000 millions d'euros.

En outre, les barrières non tarifaires comme les règles phytosanitaires ne sont pas transparentes et créent des obstacles supplémentaires aux produits des agriculteurs des pays en développement pour percer le marché mondial.

Les pays industrialisés doivent accepter de réduire significativement leur protectionnisme et leurs subventions pendant les négociations commerciales actuelles, et assurer le financement du développement rural.

Nous devons également assurer que les flux financiers sont des outils pour le développement et la productivité. Les paradis fiscaux ne sont pas nécessairement dans les « républiques caribéennes » comme le montre la sanction de 13 milliards d'euros que l'Union européenne venait d'infliger à Apple.

L'absence de réglementation a ouvert la voie aux délinquants fiscaux et rendu plus complexe le travail des administrations fiscales.

C'est une menace importante pour le financement des États dans le monde en rendant difficile pour les gouvernements de remplir leurs mandats devant leurs citoyens.

M. MAITHRIPALA SIRISENA, Président de Sri Lanka, a affirmé que son pays avait opéré de nombreuses transformations depuis son élection il y a 20 mois. Il a dit avoir créé une société dans laquelle règne la liberté, et non plus la peur. Il a dit avoir comme objectif de faire de son peuple « le plus heureux du monde » et un « peuple intelligent ».

2017 sera à Sri Lanka l'année de la lutte contre la pauvreté, a poursuivi le Président, qui a affirmé son engagement en faveur du développement durable. Pour y parvenir, il a dit avoir défini comme priorité la protection de l'environnement, ajoutant qu'il était prêt à suivre l'Accord de Paris.

De même, les politiques économiques seront fondées sur le savoir, en insistant sur l'innovation et « l'économie verte ». La Sri Lanka étant une île, M. Sirisena a également expliqué qu'il avait décidé d'accorder la priorité à l'exploitation des ressources marines du pays, avec notamment une industrie de la pêche fondée scientifiquement.

Il est important qu'une société se fonde sur des valeurs morales, a poursuivi le Président, qui a rappelé que la Sri Lanka était un pays bouddhiste, avant d'estimer que le bouddhisme permettrait de résoudre de nombreux problèmes du monde, tout en affirmant qu'islam et christianisme devaient être respectés. Il a par ailleurs dénoncé la menace de la drogue et annoncé son intention d'agir pour que la drogue n'entre pas à Sri Lanka.

Rappelant les mesures prises pour renforcer la démocratie et l'état de droit, M. Sirisena a affirmé que des mesures avaient été prises pour empêcher une nouvelle guerre, après quelque 30 années de conflit terroriste. C'est en ce sens qu'a été créée une commission pour la réconciliation et la paix entre les communautés.

Mais, pour parvenir à ses objectifs, la Sri Lanka a besoin de l'appui de la communauté internationale, a poursuivi le Président, qui a affiché en même temps sa volonté de faire respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de son pays.

Chaque pays a sa propre vision, la Sri Lanka à la sienne, authentique, et souhaite se développer conformément à cette vision mais avec l'appui de la communauté internationale, a-t-il expliqué. Affirmant que la Sri Lanka agirait de manière responsable et démocratique, M. Sirisena a également dit apprécier les services rendus à son pays par les Nations Unies et notamment par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon.

M. PETER CHRISTIAN, Président des États fédérés de Micronésie, a rappelé que les petits États insulaires en développement (PEID) avaient appelé l'attention du monde sur la nécessité de lutter contre les changements climatiques il y a 25 ans déjà. Il a souligné que les pays océaniques étaient toujours menacés de disparition et que les voix de ces pays n'avaient été entendues que partiellement. Nous avons observé un « progrès glacial », a-t-il estimé, avant de rappeler que les PEID demandaient depuis longtemps que cette question du climat devînt un point permanent à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, eu égard à sa dimension sécuritaire. Il a demandé que l'ONU fasse l'objet d'une réforme dynamique pour mieux refléter la réalité géopolitique contemporaine.

S'agissant du Programme de développement durable à l'horizon 2030, M. Christian a appelé à tenir compte des statistiques des pays de moins de 100 000 habitants, afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte et faire en sorte que les objectifs de développement durable soient vraiment universels et deviennent une réalité pour tous.

Par ailleurs, le Président de Micronésie a précisé que les petits États insulaires du Pacifique, qui rassemblent 607 îles éparpillées sur 3 millions de kilomètres carrés, hébergeaient une des plus grandes biodiversités du monde. Il a ajouté que ces États s'étaient engagés au titre du « Défi de la Micronésie » à préserver 30% de leurs côtes.

« L'ONU reste notre dernier espoir de galvaniser les volontés politiques afin d'atténuer les effets des changements climatiques », a insisté le Président de la Micronésie, avant de se dire encouragé par le succès de l'Accord de Paris.

En outre, il a indiqué que la Micronésie avait rétabli des relations diplomatiques avec Cuba. Il a dit toute l'importance de la résolution A/70/120 sur cette question, avant de demander aux États-Unis d'accélérer la mise en œuvre du processus qui doit aboutir à la levée de l'embargo américain imposé à Cuba.

Pour M. RAIMONDS VĒJONIS, Président de la Lettonie, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat ont permis de restaurer la confiance dans la capacité du système multilatéral à trouver des solutions aux problèmes pressants du monde. Les conflits, la pauvreté, les catastrophes naturelles et les changements climatiques ont contribué à la hausse significative du nombre de réfugiés et de migrants, a relevé M. Vējonis, avant de rappeler que 125 millions de personnes ont aujourd'hui besoin de l'aide humanitaire.

« La crise migratoire récente ne saurait être affrontée uniquement par les pays directement affectés. C'est un phénomène mondial qui exige des efforts conjoints et une responsabilité partagée. » Pour lutter contre la montée de l'extrémisme violent, M. Vējonis préconise des sociétés plus inclusives, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme.

En tant que pays faisant partie de la coalition mondiale contre Daech, la Lettonie salue le fait que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ait décidé d'augmenter son soutien à cette coalition. Pour elle, la lutte contre le terrorisme est une priorité quotidienne et la communauté internationale doit planifier la façon d'augmenter la résilience des communautés qui ont subi pendant des années l'autorité « barbare » de Daech.

Sans paix durable et sans prévention de conflits, il ne sera pas possible de réaliser les objectifs de développement durable, a poursuivi le Président letton, qui attend une action politique décisive pour prévenir les conflits qui provoquent des déplacements massifs de personnes. « La communauté internationale doit trouver des solutions politiques », a-t-il déclaré, en mettant particulièrement l'accent sur la crise syrienne.

En Libye, le vide institutionnel a créé un terrain propice pour des groupes terroristes comme Daech. L'unité et la cohésion entre les partis rivaux sont essentielles pour la stabilité à long terme de la Libye et la lutte contre le terrorisme, a encore souligné M. Vējonis.

Il a également fait part de ses préoccupations par rapport aux actes « irresponsables » de la République populaire démocratique de Corée qui sapent la sécurité de tous les pays de la région. De même, la stabilité à long terme en Afghanistan est essentielle pour la sécurité régionale et mondiale.

« Nous passons par un moment turbulent dans le paysage sécuritaire européen », et la Lettonie appelle tous les pays européens à respecter le droit international. Pointant du doigt la Russie, qui a « sapé les bases même du droit international en changeant les frontières d'un État souverain par la force », le Président letton a réaffirmé son soutien à l'Ukraine pour qu'elle puisse jouir à nouveau de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. « L'annexion illégale de la Crimée par la Russie ne sera pas reconnue et doit cesser. »

La réforme du Conseil de sécurité lui semble être une condition fondamentale pour permettre aux Nations Unies d'avoir les moyens de faire face aux défis actuels. Dans cet esprit, la Lettonie soutient l'initiative qui vise à suspendre le droit de veto dans des situations où des atrocités sont commises ainsi que le Code de conduite relatif aux actions du Conseil de sécurité en cas de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Pour ce qui est du choix du futur Secrétaire général, M. Vējonis a rappelé que l'Europe de l'Est restait la seule région à n'avoir jamais occupé ce poste et s'est dit convaincu, qu'au bout de 70 ans, le moment était venu de désigner une femme à la tête de l'ONU.

M. BAKIR IZETBEGOVIĆ, Président de la Présidence de la Bosnie-Herzégovine, a salué le succès qu'a connu la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les réfugiés et les migrants. Il a indiqué que son pays accordait une grande importance à cette question, vu que des centaines de milliers de ses citoyens avaient dû quitter leurs foyers par le passé.

Il a également souligné le soutien de son pays en faveur des objectifs de développement durable, expliquant qu'en tant que nouveau membre du Conseil économique et social (ECOSOC), la Bosnie-Herzégovine entendait jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de ce programme transformateur.

Il a déclaré que le respect des directives contenues dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et dans l'Accord de Paris sur le climat était crucial pour protéger les gains de développement. La Bosnie-Herzégovine est pour sa part déjà engagée dans la mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation nationale aux changements climatiques, avec comme ambition de devenir une « économie verte » d'ici à 2025.

M. Izetbegović a en outre invité la communauté internationale à placer les droits de l'homme au centre des 17 objectifs de développement durable, parce qu'ils sont le plus puissant catalyseur en faveur de la paix et le développement, a-t-il dit. Il s'est ensuite déclaré inquiet de l'érosion de la paix à travers le monde. Il a ainsi évoqué la situation qui prévaut entre Palestiniens et Israéliens, la crise en Syrie, et les atrocités de Daech.

Il a appelé à vaincre le terrorisme, « un problème qui a des racines complexes et profondes, un problème qui transcende les frontières nationales et qui ne doit pas être associé à une religion, une nationalité ou un groupe ethnique particulier ».

Le Président a déclaré que de par sa position géopolitique, notamment constituant une sorte de pont entre l'Orient et l'Occident, la Bosnie-Herzégovine entendait s'investir dans le dialogue et la compréhension, tout en forgeant des partenariats avec d'autres pays du monde.

M. JOSÉ MÁRIO VAZ, Président de la Guinée-Bissau, a fait le point sur la situation politique dans son pays. Grâce à la médiation des chefs d'État de la Guinée Conakry et de la Sierra Leone, et en accord avec une décision prise lors de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, un accord a été signé en vue de dépasser les blocages au Parlement.

Cet accord, a-t-il précisé, a été signé par le Président de l'Assemblée nationale populaire, le Premier Ministre et les deux principaux partis politiques. M. Vaz a réitéré son engagement « à faire tout ce qui est requis, à travers un dialogue franc et ouvert avec toutes les forces actives dans son pays, pour consolider un environnement de paix et de stabilité sociale ».

Le Président a noté toutefois que la crise en Guinée-Bissau aujourd'hui n'était plus une crise politique et militaire, mais « simplement une crise politique et institutionnelle ». Il a tenu à souligner que pas une seule balle n'avait été tirée par le personnel militaire et paramilitaire; que personne n'avait été tué ou battu pour des raisons politiques; qu'il n'y avait pas eu de cas d'arrestation arbitraire; qu'il y avait la liberté d'expression, de la presse et de manifester; que la question de violations des droits de l'homme n'avait pas été soulevée.

De plus, M. Vaz a de nouveau demandé aux Nations Unies leur appui en ce qui concerne le processus de réconciliation nationale en cours, la participation des forces armées de son pays dans des missions de maintien de la paix internationales et la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sûreté et de la sécurité. Il a rappelé que la sous-région de l'Afrique de l'Ouest « figure dans la géographie des actes terroristes ».

Par ailleurs, le Président a salué la signature de l'Accord de Paris sur le climat. En tant que pays côtier, avec une partie insulaire, la Guinée-Bissau se trouve menacée par l'élévation du niveau de la mer. Par conséquent, il s'est dit très intéressé par le prochain sommet sur les océans qui se tiendra à New York en 2017.

En conclusion, il a reconnu le rôle indispensable du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et du Représentant spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissau, M. Modibo Touré.

M. MILOŠ ZEMAN, Président de la République Tchèque, a d'abord rappelé les derniers attentats terroristes qui ont secoué, en 2015 et en 2016, de nombreuses villes du monde pour finalement demander « combien de temps devons-nous attendre avant de réagir contre ce fléau? ».

Reconnaissant que les possibilités d'actions sont limitées contre le terrorisme, le Président a ajouté que « les risques sont de trois ordres » notamment le fait que dans un avenir proche, nous risquons d'avoir un état islamique en Afghanistan si le retrait des troupes internationales de ce pays se matérialisait. Ce retrait assurerait la victoire des Taliban, a averti le Président. Le deuxième risque est la radicalisation des populations. L'aggravation de l'extrémisme est possible aujourd'hui comme il le fut dans les années avant la montée du nazisme en Allemagne, a prévenu M. Zeman

Ce qu'il nous faut est une action coordonnée de tous les États Membres. Nous avons besoin d'une plateforme solide et globale contre le terrorisme. L'Inde avait formulé en l'an 2000 cette idée. Vingt ans plus tard, les discussions se poursuivent sur la définition du terrorisme. « Pour moi, le terroriste est une personne qui tue délibérément un innocent. »

L'ONU examine le problème depuis 16 ans. « J'ai des doutes sur l'efficacité de l'Organisation. En 2015, j'ai proposé la mise en place de forces internationales dotées de drones et d'hélicoptères utilisant les renseignements des services secrets nationaux afin de pouvoir frapper les points névralgiques et les centres du terrorisme et attaquer les cerveaux du terrorisme. Il ne faut pas occuper les pays ou les territoires », a préconisé le Président.

Avant de terminer, il a déclaré que sans une action coordonnée du Conseil de sécurité, le terrorisme continuerait de se propager, les tueries se poursuivront et de nombreuses vies seront perdues. « Mais je suis convaincu que nous vaincrons le terrorisme international un jour », a conclu M. Zeman.

M. EVO MORALES AYMA, Président de la Bolivie, a dénoncé une période de « nouvel obscurantisme » causé par « la barbarie capitaliste et impérialiste », qu'il a accusée de porter atteinte à la dignité de l'être humain et à l'intégrité de notre maison commune la Terre mère ainsi qu'à celle de nos pays. Dès lors, a-t-il ajouté, l'objectif de l'humanité en ce siècle devrait être d'éradiquer le capitalisme et l'impérialisme comme modèle de société. Si nous ne construisons pas au plus tôt un nouveau modèle de société, les objectifs de développement durable seront remplacés par des objectifs de mort durable de tous les êtres vivants de la Terre mère, a ajouté M. Morales.

Rappelant que cette année sera la plus chaude de l'histoire de la planète et que chaque année est désormais plus chaude que la précédente, le Président a souligné que la Bolivie subissait actuellement une des pires sécheresses de son histoire. Il a donc appelé à agir immédiatement pour empêcher la barbarie capitaliste de « convertir l'Accord de Paris en un accord menteur et maître-chanteur ».

M. Morales a ensuite accusé les pays capitalistes d'avoir construit des frontières et des murs « sur mer, sur terre et dans les airs », avant de rappeler qu'une personne sur 100 dans le monde est réfugiée ou déplacée du fait du réchauffement mondial, de guerres ou d'invasions impérialistes. Il a ensuite émis l'espoir que les peuples du monde puissent bâtir une citoyenneté universelle et une patrie unique dans laquelle ils pourraient tous vivre en harmonie comme une famille commune.

Le Président bolivien a dénoncé la politique expansionniste d'Israël, y voyant une des meilleures expressions de la barbarie du monde moderne et a demandé aux Nations Unies de reconnaître immédiatement l'État de Palestine et d'agir pour empêcher le génocide brutal mené contre le peuple palestinien. Il a condamné les sanctions économiques contre Cuba, ajoutant que les États-Unis devraient indemniser Cuba pour le blocus économique et restituer la base de Guantanamo.

M. Morales a salué l'accord de paix conclu entre le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui permet de réaliser l'objectif de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) de faire de la région une « zone de paix ». Il a également salué le rôle de facilitateur joué par Cuba.

M. Morales a en revanche déploré le bombardement par les États-Unis de positions militaires syriennes, y voyant un signe de leur hypocrisie. Il a condamné le terrorisme, la violence et la guerre et demandé que l'on s'attaque aux causes de ces fléaux de l'humanité. Moins il y aura de

pauvreté et plus il y aura de respect pour les peuples, et moins il y aura de violence et de terrorisme, a-t-il affirmé.

M. Morales a ensuite affirmé que son pays avait su trouver un équilibre entre croissance économique, distribution de la richesse, réduction de la pauvreté et l'égalitarisme qui lui permettait de faire face aux conséquences de la crise capitaliste mondiale et d'avoir la meilleure croissance économique de l'Amérique du Sud.

Il a par ailleurs condamné les ingérences étrangères dans le pays frère du Venezuela, avant de dénoncer comme une nouvelle forme de conspiration impériale les coups d'État parlementaires, qui peuvent être légaux mais ne respectent pas la volonté des peuples. Il s'est également dit très inquiet des mesures prises par le Secrétariat général de l'Organisation des États américains (OEA), estimant que cette Organisation devait représenter les intérêts des pays des Amériques et non pas se comporter en agence porte-voix des États-Unis, faute de quoi elle ferait mieux de cesser d'exister.

M. Morales a invité le Chili à mettre fin par le dialogue au différend territorial le plus ancien de l'Amérique latine, celui qui l'oppose à la Bolivie sur un territoire qui offrirait à ce pays un débouché sur la mer. La résolution de ce conflit profiterait aux deux peuples et à l'intégration latino-américaine, a-t-il affirmé. Enfin, il a appelé à concrétiser le message du pape François, qui a appelé à construire des ponts de dialogue plutôt que des murs qui divisent.

M. FILIPE JACINTO NYUSI, Président du Mozambique, a indiqué que le plan de développement quinquennal 2015-2019 de son pays reflétait les trois piliers du développement durable. Au-delà des responsabilités en matière de financement des objectifs de développement durable, le Président du Mozambique a dit la nécessité de revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable; de réaffirmer la pertinence du principe de responsabilité commune mais différenciée; de rappeler l'importance pour les partenaires d'honorer leurs engagements pour le développement convenus à l'échelon international; et, enfin, d'assurer la prévisibilité de l'aide au développement conformément à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

« Respecter ces principes nous permettra de disposer de fondations saines pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a estimé M. Nyusi. Dans ce contexte, il a aussi dit la nécessité de réformer les Nations Unies, en particulier la composition du Conseil de sécurité, d'ajuster l'architecture des institutions financières internationales au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et de renforcer la coopération entre les Nations Unies et les organisations économiques régionales.

M. TOOMAS HENDRIK ILVES, Président de l'Estonie, a rappelé qu'il avait, en 2008, mis en garde l'Assemblée générale des Nations Unies contre le caractère sélectif du respect du droit international, notamment à la suite de l'usage de la force par la Fédération de Russie contre la Géorgie. Il a indiqué que cet avertissement n'avait pas empêché qu'en 2014, l'histoire se fût répétée quand le même pays a agressé l'Ukraine. Nous avons besoin de normes mondiales qui s'appliquent à tous et d'un droit international que tous respectent, a-t-il plaidé.

Le Président a ensuite affirmé que la crise de réfugiés que connaissait le monde en ce moment n'était pas une situation nouvelle, rappelant ainsi la situation qui avait prévalu après la Deuxième Guerre mondiale. L'immigration représente un défi commun, et une solution durable passera par un examen minutieux de ses causes, a-t-il dit. Il a affirmé que les enfants des migrants représentaient le groupe le plus vulnérable, et que le principal défi était de pouvoir assurer leur scolarité, même loin de leur domicile.

M. Ilves a par ailleurs déploré la montée du terrorisme dans le monde, soulignant que son pays participait à la coalition internationale contre Daech. La brutalité que nous voyons en Syrie montre que lorsqu'un gouvernement ne respecte pas ses engagements, alors la communauté internationale doit agir, a-t-il argué, en déplorant les actes du régime syrien.

Les membres du Conseil de sécurité qui opposent leur veto en cas de telles atrocités partagent la responsabilité de cette crise, a-t-il affirmé, tout en précisant que la principale critique vis-à-vis du Conseil de sécurité portait précisément sur son échec à prendre ses responsabilités. Le Président de l'Estonie a annoncé en outre que son pays était candidat pour un poste de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2020-2021.

M. BARON DIVAVESI WAQA, Président de Nauru, a appelé la communauté internationale à ne pas exclure son pays de la mise en œuvre des grands accords universels que sont le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris sur le climat, le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. « Certains mécanismes internationaux de financement excluent les petits pays comme le mien ou s'avèrent impossibles à obtenir en raison de notre capacité limitée », a-t-il expliqué, ajoutant que les investissements privés ne suffisent pas à financer les services de base et infrastructures clefs.

Parallèlement, a ajouté M. Waqa, le modèle de financement le plus prometteur pour les petits États en développement comme le sien, à savoir l'accès direct ou le soutien budgétaire direct, sont rarement une option disponible. « Cela doit changer pour que les petits pays bénéficient pleinement des accords historiques que nous avons conclus », a-t-il insisté.

Le Président de Nauru a par ailleurs appelé à ce que les efforts de ses partenaires pour le développement aillent au-delà du renforcement des capacités et se focalisent sur le renforcement des institutions. « Ces efforts doivent être secondés par des ressources réelles, y compris un engagement de long terme et à l'intérieur du pays de la part des agences internationales et régionales », a précisé M. Waqa.

Concernant spécifiquement le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Président de Nauru a indiqué que sa priorité était la mise en œuvre de l'objectif de développement durable numéro 14, relatif à l'utilisation durable des océans et des ressources maritimes. « Il faut mettre fin aux contraintes pesant sur la biodiversité, y compris au-delà des juridictions nationales, et par conséquent aux failles dans notre gouvernance de la haute mer », a-t-il exhorté, ajoutant que la future Conférence de l'ONU sur les océans devrait permettre d'avancer sur ces questions.

S'agissant de la lutte contre les changements climatiques, M. Waqa a rappelé que son pays avait été l'un des premiers à ratifier l'Accord de Paris. Toutefois, il a fait part de sa profonde inquiétude face aux effets du réchauffement de la planète. « La montée du niveau des mers risque d'occuper notre pays de la même façon que le ferait une armée », a-t-il dit, tout en ajoutant que, du point de vue des petits États insulaires du Pacifique, les changements climatiques sont la « pire des crises humanitaires ».

Par conséquent, M. Waqa a appelé les États Membres à appuyer la proposition des petits États insulaires en développement du Pacifique de créer un poste de représentant spécial de l'ONU sur le climat et la sécurité.

Le Président de Nauru a par ailleurs exprimé de vives inquiétudes concernant la situation en Papouasie-Nouvelle-Guinée, y compris les rapports faisant état de violations des droits de l'homme, et a insisté sur la nécessité d'entretenir un dialogue constructif avec l'Indonésie sur cette question.

Abordant enfin la situation de la République de Chine de Taiwan, M. Waqa a appelé les États Membres à « régulariser sa participation au sein du système des Nations Unies ».

M. JUAN ORLANDO HERNÁNDEZ ALVARADO, Président du Honduras, a souligné le besoin de changement et de transformation de son pays. « C'est notre génération qui doit mener ce changement », a-t-il déclaré.

Le Président a ajouté qu'il fut un temps où le Honduras avait connu une période de crise sociale et économique, l'insécurité, la corruption. Il y a eu une crise de confiance entre la population et les institutions de l'État, a-t-il dit. Il s'est réjoui du fait que la communauté internationale soit venue à la rescousse de son pays, l'aidant à restaurer les institutions.

Depuis le 27 janvier 2014 et suite à l'adoption d'un plan national de développement, le déficit budgétaire a baissé de 5%, les infrastructures ont été améliorées, et les recettes fiscales ont augmenté.

Dans le domaine de la sécurité, les principaux cartels de la drogue ont été démantelés, de nombreuses bandes criminelles ont été dissoutes, les services de police ont été épurés. En avril 2016, le Gouvernement a mis en place une mission d'accompagnement de la lutte contre la corruption et la criminalité.

Depuis lors, on a constaté une réduction de 26% des homicides, le Honduras n'étant plus le pays le plus violent du monde.

Sur plan social, plus d'un million de pauvres ont bénéficié des programmes sociaux, 1,2 million d'enfants de la cantine scolaire, tandis que les hôpitaux obtiennent 80% de fournitures médicales de la part de l'État. Le Honduras s'est engagé à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, a-t-il dit.

Le Honduras a été la cible des effets des changements climatiques ces trois dernières années, lesquels ont anéanti le sixième de ses forêts. Mais le Gouvernement a mis en place un programme de construction de réserve d'eau et d'irrigation dans les zones arides. Une politique de protection des forêts et de l'eau a été également élaborée, a expliqué le Président, indiquant avoir déposé ce matin auprès du Secrétaire général les instruments de ratification de l'Accord de Paris sur le climat.

Le Honduras a pu lutter contre les causes profondes de la migration illégale grâce à ses réalisations socioéconomiques et politiques. Cependant, le succès d'un pays dépend aussi du comportement des autres pays et d'autres facteurs comme la traite de personnes, le trafic de drogue et de capitaux. Le Honduras a vu augmenter de 300% l'arrivée de nouveaux migrants venant du continent et d'autres en un an. Ce problème doit être résolu au niveau transnational, a-t-il dit.

Mme ISATOU NJIE SAIDY, Vice-Présidente et Ministre de la condition féminine de la Gambie, a déploré le fait que de nombreux conflits ont toujours lieu à travers le monde. Elle a prôné la fin de ces conflits, insistant sur la question palestinienne qui perdure depuis des décennies et souhaitant que la solution des deux États soit mise en œuvre. Au vu de la montée du terrorisme, elle a affirmé que le monde était en grand danger, déplorant que de « pseudo intellectuels » utilisent l'Islam pour mener des actes terroristes.

La Vice-Présidente s'est félicitée des avancées qu'a connues la Gambie avec la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment l'éradication de la faim dans le pays. Elle a en outre déploré les vagues migratoires partant d'Afrique, s'inquiétant des conséquences négatives que cela aurait sur les ressources humaines du continent.

Mme Saidy a ensuite appelé à la réforme du Conseil de sécurité. « Le fait que la volonté de cinq pays détermine le programme économique et l'essor du monde entier est injuste », a-t-elle déploré. Il est inadmissible qu'avec 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique n'ait pas de membre permanent au Conseil de sécurité, a-t-elle déclaré, tout en défendant l'octroi de deux postes permanents en faveur de l'Afrique, avec droit de veto, et de deux autres postes de membres non permanents. Cette réforme exige un leadership solide, et c'est pour cette raison que la Gambie accorde une grande importance à l'élection du prochain secrétaire général de l'ONU. « Il devrait servir les peuples et non pas les grandes puissances », a-t-elle dit.

La Vice-Présidente a par ailleurs plaidé pour la fin de l'injustice séculaire marquée par l'absence de dédommagements en faveur des victimes de l'esclavage et du colonialisme. Les fondements économiques des pays développés ont été construits par les Africains, a-t-elle argué, regrettant aussi que « le syndrome de l'esclavage » continue d'avoir un impact négatif sur la vie des descendants d'Afrique.

Elle a rappelé que des situations similaires dans l'histoire de l'humanité avaient pourtant donné lieu à des dédommagements. Elle a cité les cas des frais payés par l'Allemagne aux descendants des victimes du nazisme, ou encore ceux versés par les États-Unis aux Japonais qui avaient été injustement détenus ou encore aux descendants des Amérindiens.

Pourquoi donc les Africains et leurs descendants ne seraient-ils pas éligibles à de tels dédommagements comme d'autres peuples? a lancé la Vice-Présidente, en justifiant cette initiative par le besoin de remédier aux déséquilibres économiques issus du colonialisme et de l'esclavage des Noirs. Elle a annoncé que le Groupe des États d'Afrique allait présenter un projet de résolution en ce sens au cours de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. HAILEMARIAM DESSALEGN, Premier Ministre de l'Éthiopie, a tenu à rappeler les différents défis auxquels les pays font face dans la réalisation du Programme de développement à l'horizon 2030, en mettant l'accent notamment sur le rôle des médias sociaux.

Les impacts négatifs des plateformes numériques ne peuvent pas être ignorés. La désinformation peut facilement devenir virale et tromper en particulier les jeunes. Les médias sociaux ont aidé les populistes et les extrémistes à exploiter les préoccupations légitimes des gens et ont répandu leurs messages de haine et d'intolérance.

Le Premier Ministre a aussi reconnu le fait que certains pays externalisent leurs échecs et cherchent des causes extérieures à leurs propres faiblesses. On ne peut nier le fait que certains de nos pays ont été la cible de déstabilisation menée par des gens et des groupes de gens à qui des États avec qui nous n'avons pas de problème ont donné refuge.

À cela s'ajoutent les effets d'El Niño, la crise des migrants et des réfugiés. Le problème est encore plus prononcé pour les pays les moins avancés comme l'Éthiopie qui s'efforcent d'éradiquer la pauvreté.

Ce qui nous est nécessaire est d'avoir l'espace politique à commettre des erreurs et d'apprendre de ces erreurs. Cette vision est correcte. Quels que soient nos défis et lacunes, nous ferons tout l'effort possible pour les relever en étroite concertation, coopération et participation de notre peuple.

Nous avons besoin d'un environnement extérieur favorable pour réaliser notre développement. Nous avons besoin de réponses collectives et coordonnées de tous pour y parvenir.

La paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique sont très essentielles pour l'Éthiopie. Nous avons aidé le Soudan du Sud à résoudre ses problèmes internes. Le Premier Ministre a souhaité que les parties sud-soudanaises entendent l'appel de la région et de la communauté internationale à restaurer la paix au nom de leur peuple qui a trop souffert, et pour la sécurité et la stabilité de la région.

Le Premier Ministre a également indiqué que son pays avait déployé tous les efforts pour lutter contre le terrorisme et pour pacifier la Somalie. En dépit de nombreux défis qui restent, la Somalie a fait beaucoup de progrès. L'importance du Sommet extraordinaire de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à Mogadiscio ne peut être surestimée.

Le Premier Ministre a formulé le vœu que l'organisation harmonieuse des prochaines élections consolidera les acquis de ces dernières années et jettera la fondation d'une Somalie pacifique et stable.

Il a terminé en annonçant la candidature de l'Éthiopie à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2017-2018.

M. DACIAN CIOLOS, Premier Ministre de la Roumanie, a estimé que les objectifs de développement durable donnaient à la communauté internationale une nouvelle chance et représentaient « une impulsion universelle pour la transformation du monde ». Nous avons besoin de plus d'intégration au niveau de différentes stratégies sur les changements climatiques, le développement, l'aide humanitaire, l'éradication de la faim, la croissance économique et la construction de la paix, a-t-il argué.

Il a expliqué que l'expérience du passé laissait voir que les approches sectorielles, coupées les unes des autres, créaient plus de problèmes qu'elles n'en résolvaient. Il a indiqué que la Roumanie avait lancé le processus de transposition nationale des objectifs de développement durable, afin d'assurer la transition vers une économie verte. Le pays a adopté, cette année, un paquet national antipauvreté, comprenant notamment des mesures spécifiques pour combattre l'exclusion sociale.

Le Premier Ministre a affirmé que « la ceinture des conflits latents » autour de la mer Noire était une menace permanente à la stabilité dans la région et au-delà. Il a fait part de sa préoccupation face à des tactiques de guerres hybrides et par l'annexion illégale de territoires.

M. Ciolos a en outre souligné que la Roumanie œuvrait à renforcer sa contribution en matière d'assistance humanitaire, notamment en sa qualité de donateur et de pays de relocation des réfugiés. En tant que Présidente de la septième Conférence des parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la Roumanie encourage à plus de redevabilité dans le cadre de la traite des personnes.

Il a par ailleurs salué les efforts consentis dans la lutte contre le terrorisme, estimant que la lutte contre le terrorisme nécessitait une action multilatérale, basée sur le droit international. C'est pour cette raison que la Roumanie et l'Espagne ont avancé l'idée d'une cour internationale contre le terrorisme, afin d'assurer la reddition de comptes en cas de crime horrible.

Le Premier Ministre roumain a enfin annoncé la candidature de son pays au Conseil de sécurité pour la période 2020-2021.

Mme SHEIKH HASINA, Premier Ministre du Bangladesh, a appelé à convertir la volonté politique qui a donné naissance au Programme de développement durable à l'horizon 2030 en soutien « concret et significatif » pour les pays les moins avancés. « Pour combler son retard, le monde en développement a besoin d'un accès à des technologies transformatrices », a-t-elle précisé,

appelant notamment à ce que la Banque de technologies pour les pays les moins avancés accorde la priorité à l'innovation.

À ce titre, Mme Hasina a déclaré que son gouvernement s'était fixé comme priorité « d'innover dans la prestation des services publics, de développer l'accès de masse à l'information, et d'accroître la transparence et la responsabilité ». Afin d'y parvenir, elle a insisté sur l'importance de l'accès à Internet, appelant les dirigeants du monde à fournir un accès universel à la connectivité haut débit. « Notre gouvernement s'est engagé à fournir une connexion Internet et mobile à tous ses citoyens d'ici à 2021 », a-t-elle déclaré.

Le Premier Ministre a par ailleurs insisté sur les réalisations socioéconomiques de son pays, qui a enregistré une croissance supérieure à 7% au cours de l'exercice 2015-2016. « Le Bangladesh a connu l'une des réductions les plus rapides au monde de son taux de pauvreté, et ce, avec un ensemble de ressources modestes », a-t-elle indiqué, précisant que ce taux était passé de 56,7% en 1991 à 22,4% aujourd'hui.

Mme Hasina a précisé que cette évolution positive avait également largement bénéficié aux femmes du Bangladesh, dont 3,5 millions travaillent actuellement dans l'industrie textile, le principal secteur d'exportation du pays. Elle a ajouté que le Bangladesh était peut-être le seul pays au monde à avoir une femme Premier Ministre, mais aussi à la tête du Parlement et de l'opposition.

Rappelant par ailleurs l'attaque terroriste « macabre » survenue dans la capitale Dacca, le 1er juillet dernier, durant laquelle 20 personnes ont été tuées, le Premier Ministre a expliqué sa politique de tolérance zéro face au terrorisme et à l'extrémisme violent à l'intérieur du pays. « Parallèlement, j'exhorte la communauté internationale à bloquer les sources de financement et d'approvisionnement en armes et munitions, ainsi que tout soutien moral et matériel à des militants et terroristes au-delà des frontières », a appelé Mme Hasina.

M. GIORGI KVIRIKASHVILI, Premier Ministre de la Géorgie, a brossé un tableau des progrès réalisés dans son pays au cours des 25 dernières années: une société civile libre, des médias libres, une économie de marché, la cohésion sociale et l'état de droit. Depuis juillet dernier, la Géorgie est devenue un pays associé de l'Union européenne et aspire à devenir membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Le Premier Ministre n'a pas manqué de rappeler que ces dernières semaines à la fois les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN avaient tous pris des mesures pour souligner que l'avenir de son pays se trouvait en Europe et dans la communauté euro-atlantique.

Il a appelé les dirigeants du monde à ne ménager aucun effort dans la réalisation, même partielle, des objectifs de développement durable en espérant que sur les 17, la plupart puissent être atteints. Pour y arriver, il faut réussir à la fois sur le plan national et aider d'autres pays à réaliser leurs objectifs nationaux. Il a également mis l'accent sur la relation étroite qui existe entre développement durable et paix et sécurité.

En Géorgie, une plateforme en quatre points a été mise en place pour garantir à tout citoyen d'être partie prenante et de bénéficier du développement du pays. Les clefs du succès étant, selon lui, la bonne gouvernance, des institutions redevables et la transparence. Une autre priorité est d'assurer une inclusion maximale dans les processus de prise de décisions.

L'un des pendants de la bonne gouvernance est aussi la collecte efficace d'impôts, et la Géorgie s'apprête à libéraliser encore davantage son système fiscal en abolissant notamment la taxe sur les gains non distribués pour encourager les investissements et la création d'emplois.

Pour le Premier Ministre, la réussite des objectifs de développement durable et la construction de sociétés inclusives dépend largement du capital humain des nations, et, par conséquent, son pays a opté pour les investissements dans l'éducation et la santé.

À ce titre, il a cité une infrastructure hospitalière de pointe, une couverture médicale universelle et un système de « e-pharmacie ». Une autre réforme de fond a été celle du système judiciaire. Aujourd'hui, tous les citoyens sont égaux devant la loi, a affirmé le Ministre qui a rappelé que son pays était classé vingt-neuvième en termes d'état de droit.

Il a dénoncé l'occupation étrangère de 20% du territoire national de son pays et le fait que l'on refuse toujours le droit au retour à des centaines de milliers de personnes. Saluant le soutien de l'Assemblée générale à cette question par l'adoption de la résolution sur le « statut des personnes déplacées et réfugiés d'Abkhazie, Géorgie, et de la région de l'Ossétie du Sud, Géorgie », il a demandé que les mesures qu'elle prévoit soit maintenant traduites en actions.

Le Ministre a vivement condamné les récentes élections de la Douma russe dans les territoires occupés de Géorgie, ce qui est un autre aspect, selon lui, de la politique d'annexion de Moscou. Il déplore que tout cela ait pu se faire en l'absence de supervision internationale, à l'exception de l'intervention limitée de l'Union européenne.

Même s'il a été possible de désamorcer les tensions, les pas en avant de la Géorgie n'ont souvent pas fait l'objet de réciprocité de la part de la Russie, a affirmé le Premier Ministre, qui a à nouveau appelé à un règlement pacifique de ce conflit.

M. MALCOLM TURNBULL, Premier Ministre de l'Australie, a commencé sa déclaration sur la gestion de la crise de la migration en proposant trois solutions: le contrôle efficace des frontières, l'aide aux pays qui accueillent les réfugiés et la coopération internationale.

Pour obtenir l'appui du public dans la gestion de la crise des migrants, il doit savoir que ce sont les gouvernements qui contrôlent les frontières. Prenant l'exemple de son pays, M. Turnbull a expliqué que l'Australie avait vu l'arrivée de plus de 250 000 clandestins en 2015. Sans mesures pour contrôler le nombre des arrivants, l'Australie ne serait pas devenue le troisième pays d'accueil des réfugiés et des migrants, a dit le Premier Ministre. Elle a aussi accueilli 12 000 réfugiés de Syrie.

Toujours est-il que le monde doit rester vigilant face aux flux de réfugiés et les frontières doivent être sécurisées, a-t-il insisté. Il a ajouté que l'unique manière de faire cesser la migration clandestine est de priver les passeurs de « produits ». C'est ce que fait le contrôle des frontières, a-t-il assuré.

Mais la priorité doit rester d'établir la stabilité et la paix dans les pays en conflit. Cet objectif nécessite la coopération de tous les pays.

Enchaînant sur la situation en Iraq, M. Turhbul a affirmé que les Forces armées australiennes et iraqiennes avaient libéré des territoires tenus par Daech en Iraq. Il a mis l'accent sur la nécessité de vaincre et de détruire le soi-disant califat de Daech qui, d'après son estimation, a perdu 50% de son territoire en Iraq.

S'agissant du dossier nucléaire dans la péninsule coréenne, il a estimé qu'il était nécessaire de prendre des mesures contre les provocations de la République populaire démocratique de Corée. En tout cas, l'Australie est prête à prendre de nouvelles dispositions pour sanctionner la Corée du Nord, a-t-il dit.

Candidate à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2019-2020, l'Australie compte mettre l'accent, pendant son mandat, sur l'égalité des sexes, les droits des peuples autochtones, le renforcement des capacités pour le développement, le respect de l'état de droit et des droits de l'homme.

M. PRAYUT CHAN-O-CHA, Premier Ministre de la Thaïlande, a rappelé que son pays avait eu l'honneur, cette année, de présider le Groupe des 77 et la Chine, et de coordonner sa position avec d'autres groupes de pays comme le G20. Il a fait remarquer que le modèle économique de la Thaïlande, centré sur les personnes et les principes de « modération, raison, inclusion et résilience », avait inspiré une vingtaine de pays.

Le pays se tient prêt à renforcer sa coopération avec d'autres groupes comme le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ou l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le mois prochain, a annoncé le Ministre, la Thaïlande accueillera le deuxième Sommet sur le dialogue pour la coopération en Asie.

Le Gouvernement thaï a établi un comité national sur le développement durable en vue d'intégrer dans son plan de développement économique et social pour la période 2017-2021 les objectifs du Programme 2030, a expliqué M. Chan-o-cha. Il a en outre continué à améliorer les services de santé pour tous, y compris pour les migrants et les travailleurs étrangers, quel que soit leur statut. L'éducation primaire est obligatoire pour les enfants. De plus, une nouvelle loi sur l'égalité des sexes a été promulguée et plusieurs mesures ont été prises pour renforcer la protection des personnes vulnérables, comme les nouveau-nés, les personnes handicapées et les personnes âgées.

La Thaïlande est heureuse de ratifier l'Accord de Paris sur le climat, a poursuivi le Ministre. Le Gouvernement a lancé l'initiative intitulée « Modèle 4.0 » qui place la technologie et l'innovation au cœur du développement agricole et industriel. En matière de paix et de sécurité, il a souligné que son pays avait participé environ à 20 opérations de maintien de la paix et missions de consolidation de la paix.

Le 7 août dernier, a ajouté M. Chan-o-cha, le peuple thaï a approuvé le projet de constitution par référendum, et des élections générales devraient avoir lieu fin 2017. « Ce référendum a reflété l'intention sincère du Gouvernement de promouvoir le processus démocratique, tout en prenant en considération les vues exprimées par la communauté internationale », a-t-il assuré. Dans la mesure où la situation retourne à la normale et où la sécurité est restaurée, le Gouvernement met fin aux mesures temporaires.

M. SEBASTIAN KURZ, Ministre fédéral pour l'Europe, l'intégration et les affaires étrangères de l'Autriche, a dit que son pays était particulièrement préoccupé par la situation en Ukraine. En 2013, ce pays était indépendant et aujourd'hui, l'Ukraine est occupée. Il faut que la situation actuelle aille au-delà du simple cessez-le-feu et trouve une issue rapide, a indiqué le Ministre.

Pour y parvenir et pour le retour de la sécurité dans la région, il est important de restituer la confiance, a-t-il préconisé. Comme l'Autriche accédera bientôt à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), elle fera de cette question une priorité et essaiera de promouvoir la stabilité non seulement en Ukraine mais aussi dans les régions où des conflits sont en cours, comme au Nagorno-Karabakh ou en Géorgie et ailleurs en Europe.

Le Ministre a aussi indiqué qu'il était préoccupé par la situation en Syrie. Pour lui, la priorité est l'accès de l'aide humanitaire et la recherche d'une solution politique. Il a demandé à traduire en justice les auteurs des attaques contre les travailleurs et les convois humanitaires.

Annonçant que plus de 300 Autrichiens avaient rejoint les rangs des groupes terroristes, le Ministre a déclaré qu'il ne pouvait pas accepter que ces gens commettent des actes terroristes dans d'autres pays du monde. Pour lui, détruire Daech est la meilleure mesure contre la radicalisation.

Avant de terminer, il a annoncé l'initiative de son pays de convoquer une réunion en octobre prochain en vue de préparer une résolution contraignante des Nations Unies sur le désarmement nucléaire. Les derniers agissements de la République populaire démocratique de Corée ont rappelé que cette question était également une priorité, a déclaré le Ministre. Elle sera en tout cas la priorité pour l'Autriche, a assuré M. Kurz.

Droits de réponse

La représentante de l'Inde a réagi au discours du Pakistan dans lequel était mentionnée la situation qui prévaut au Cachemire. Elle a accusé le Pakistan d'être un repaire du terrorisme mondial, disant que cet État ne pouvait se permettre de donner des leçons à l'Inde sur les droits de l'homme. Elle a accusé également le Pakistan de former des terroristes qui commettent des attentats en Inde, avertissant que son pays était déterminé à protéger ses ressortissants au Jammu-et-Cachemire.

Le représentant du Pakistan a pour sa part déploré l'oppression du peuple du Jammu-et-Cachemire depuis déjà 70 ans. Il a décrit les souffrances que subissait sa population du fait des actions de l'Inde. Il a enfin appelé la communauté internationale à respecter sa promesse de faire organiser un référendum d'autodétermination dans la région du Cachemire, assurant que cette option était irréversible.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.